



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Réseau public de distribution de gaz - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession de distribution de gaz naturel portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR en date du 8 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 2 décembre 2022.

D)Rapport des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue responsable du service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « *d'autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie* » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique de gaz a été transférée des communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux.

La distribution existante de gaz naturel est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès à ce réseau. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français.

GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Il existe actuellement 24 contrats de concession entre GRDF et Montpellier Méditerranée Métropole.

- 1 commune n'est pas desservie en gaz, il s'agit de Montaud ;
- 7 des 30 communes desservies avaient délégué au Syndicat Hérault Energies (SHE) leur pouvoir d'autorité concédante. Au 1er janvier 2015, le contrat regroupant ces 7 communes (Beaulieu, Cournonsec, Grabels, Restinclières, Saint-Bres, Saint Georges D'orques, Sussargues) a été transféré de Hérault Energies à la Métropole ;
- Pour les 23 autres communes, les contrats de concession communaux avec GRDF ont été transférés à la Métropole.

Les dates d'échéances de ces contrats s'échelonnent de 2022 à 2044. Par la délibération n°M2021-282 du 07 juin 2021, le Conseil de Métropole a souhaité proroger les contrats de concession de la distribution publique de gaz sur les communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saussan et Vendargues jusqu'au 31 décembre 2022.

II)Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre total de clients est de 90 754 sur le territoire de la Métropole dont 61 950 sur la Ville de Montpellier. 96,9% des clients sont résidentiels et représentent 54,8% des consommations de gaz. Le nombre de clients se maintient depuis 2019. La répartition des clients par secteur d'activité est à présent fiabilisée à la suite d'une modification récente souhaitée par le ministère de la Transition Ecologique. Elle concerne les chaufferies desservant l'habitat collectif, les réseaux de chaleur et certains clients tertiaires voire industriels qui sont à présent affectés au secteur « *industrie* » contre « *résidentiel* » auparavant. Cette modification a conduit en 2021 au doublement du nombre de clients de la catégorie « *industrie* » (+ 97,6%).

Les évolutions des clients de la concession de la Métropole montrent :

- Une progression importante du nombre de clients sur les secteurs de Saint Jean De Vedas, Restinclières et Villeneuve-Lès-Maguelone ;
- Une baisse de 360 clients sur la commune de Montpellier, dont une majorité de clients résidentiels dans un contexte où le chauffage individuel gaz est en léger retrait pour les particuliers.

L'évolution des consommations pour l'exercice 2021 est en augmentation de 97 GWh sur la Métropole. Cette tendance doit cependant être modérée à cause des températures observées cet hiver qui ont été plus proches des normales que celles de 2020.

Concernant les prestations réalisées auprès des usagers, le nombre de mises en service est stable en 2021 et les changements de fournisseurs marquent le pas avec une diminution de 10% en 2021.

Sur l'ensemble des concessions, 91 079 compteurs communicants ont été installés depuis le début du déploiement soit 98,2% du parc au 22 septembre 2022. Le taux d'accessibilité des compteurs domestiques et industriels est de 92,6 % et continue de s'améliorer. A cette échéance, le concessionnaire a enregistré 372 refus soit 0,4% du volume de compteurs communicants installés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce taux est légèrement inférieur à la moyenne nationale (0,5%). Le concessionnaire n'a pas encore défini, à ce stade, les modalités de traitement de ces futurs clients atypiques (auto-relevé, facturation de la relève, prise en compte des coûts dans le tarif, ...)

Les compteurs, les postes de livraison clients et les postes biométhane sont considérés et immobilisés comme des biens de retour de la concession au même titre que les canalisations, les branchements, les ouvrages de branchements collectifs, et les postes de détente réseau. Par contre, le système informatique et les concentrateurs restent considérés comme des biens propres de GRDF.

Les principales caractéristiques du réseau de distributions de gaz sont les suivantes :

- 55 postes de détente, en diminution depuis 2018, résultat d'une politique volontariste du concessionnaire qui vise à diminuer les linéaires de canalisations basse pression et donc le nombre de poste de type MPB/BP ;
- 1 477 Postes de livraison client dont 127 sont la propriété des clients et ne sont pas considérés comme des biens de retour de la concession ;
- 1 843 robinets de réseau dont 1 079 utiles à l'exploitation et donc concernés par la maintenance du concessionnaire. La répartition par classe de sensibilité des robinets utiles à l'exploitation n'est pas partagée par GRDF ;
- 8 740 branchements collectifs qui desservent 76 724 branchements particuliers en immeuble ;
- 1 411 km de canalisations dont 1405 km alimentés en Moyenne Pression et 5 693 mètres alimentés en Basse Pression en baisse constante depuis 2018. La moyenne pression (MP) permet de disposer d'une capacité de desserte plus importante. La résorption du réseau basse pression (BP) est envisagée pour partie, en accompagnement des opportunités de travaux sur la voirie, elle se poursuit en 2021.

Si les nouveaux branchements individuels de gaz sont cartographiés depuis 2012, GRDF n'a pas constitué d'inventaire technique des branchements d'immeubles individuels en exploitation. Ces branchements apparaissent sur la cartographie grande échelle et fournie aux prestataires de travaux dans le cadre de leur demande de DICT (Déclaration d'intention de commencement de travaux). Un axe de progrès attendu serait le complément de l'inventaire pour ces branchements individuels et la fourniture d'une cartographie des branchements individuels répertoriés.

Le réseau de gaz est relativement jeune (environ 27,9 ans), toutefois il subsiste des portions en cuivre (80 ml) ainsi que des branchements et conduites d'immeubles en plomb qui nécessitent la programmation d'un renouvellement. Cette valeur doit être pondérée par une ancienneté moyenne des tronçons basse pression qui atteint 42 ans et même 52 ans pour les tronçons basse pression acier.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

En 2021, 7,6 M€ ont été investis sur l'ensemble du territoire de la Métropole, avec :

- 642 K€ pour la mise en place de compteur communicant GAZPAR ;
- 3,4 M€ pour la modernisation des ouvrages ;
- 913 K€ pour le développement ;
- 1,3 K€ pour le déplacement d'ouvrages ;
- 1,4 M€ pour d'autres investissements dont le Système Informatique.

A noter cependant une baisse importante des investissements prévisionnels de modernisation des ouvrages portés au CRAC sur la période 2022-2024. Ces investissements passeraient de 2,9 millions à 650 000 €. Les investissements du concessionnaire ont été importants ces dernières années en vue de réduire les linéaires de canalisations en cuivre, en fonte ductile, la basse pression et les branchements collectifs en plomb. Malgré ces réels investissements, il semble important d'ajuster au mieux les prévisions futures de modernisation des ouvrages et les renouvellements associés. Ce point doit être abordé dans le cadre du renouvellement du contrat de concession.

Au cours de l'année, les arrêtés du 04 mars 2021 et du 6 décembre 2021 ont fait évoluer les modalités de surveillance des ouvrages gaz en modifiant l'arrêté du 13 juillet 2000. Ces évolutions n'ont que peu impacté la politique de maintenance du concessionnaire qui avait intégré, par anticipation, dans ses propres gammes ces nouvelles dispositions.

Le programme de maintenance réalisé par GRDF est le suivant :

- 404 kms de réseau surveillés pour 317 programmé (127%) ;
- 27 postes maintenus pour 27 programmés (100%) ;
- 767 robinets de réseau contrôlés pour 762 programmés (100%) ;
- 1 528 robinets collectifs visités pour 1 245 programmés (123%).

Ce programme de maintenance a permis de détecter 57 fuites sur l'ensemble du périmètre. La recherche systématique de fuite, à pied ou en voiture a permis de détecter 12 fuites dont une sur le réseau.

L'intégralité des équipements des protections cathodiques ont été inspectés en 2021. Aucune non-conformité n'a été identifiée sur le territoire de la Métropole.

A noter que, pour l'ensemble des ouvrages, les données transmises par le concessionnaire ne permettent pas de contrôler que les fréquences de maintenance réglementaire sont respectées. La mise à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole, des interventions de maintenance associées au numéro d'identification unique des ouvrages, permettrait de garantir le respect des périodicités de maintenance.

C/ La qualité du service public

En matière de distribution de gaz, une sensibilité accrue concerne la sécurité des personnes.

Le nombre total d'incidents s'élève à 1 014 en 2021, sur les ouvrages exploités par GRDF, en amélioration par rapport à 2020 (1 038), notamment liée à la baisse du rythme de renouvellement des compteurs. En effet, le programme national de remplacement a permis de détecter et traiter des micro fuites, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter proportionnellement le nombre d'incidents déclarés par rapport aux années antérieures.

En 2021, 99.5% des interventions de sécurité gaz ont été réalisées en moins de 60 minutes sur le territoire de la Métropole. L'analyse des 5 interventions de sécurité réalisées hors délais en 2021 sur le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole, a été présentée. La cause majoritaire de retard est la circulation routière. Toute intervention Sécurité réalisée dans un délai supérieur à 60 minutes fait l'objet d'une fiche d'analyse et d'un retour d'expérience des équipes du concessionnaire.

31 dommages aux ouvrages des concessions sont à déplorer dans le cadre de travaux réalisés par des tiers, dont 20 situés sur la commune de Montpellier. Une convention sécurité industrielle a été signée en 2017 afin de réaliser des actions de sensibilisation pour diminuer ce type d'incident. Les actions du concessionnaire à destination des entreprises se poursuivent. Un échantillon de 15 dommages a été analysé par le concessionnaire dans le cadre du contrôle de concession. Sur l'ensemble de l'échantillonnage :

- 14 dommages aux ouvrages auraient pu être évités si les dispositions du Dispositif Anti Endommagement avaient été correctement appliquées : marquage piquetage et respect des méthodes douces dans le fuseau d'incertitude ;
- 1 dommage survenu le 08/03/2021 – chemin des Baumes à Montferrier-sur-Lez était consécutif à l'absence du branchement sur la cartographie de GRDF.

A noter qu'aucun incident qualifié de majeur n'a eu lieu sur le périmètre de la Métropole en 2021.

La mesure de la satisfaction des clients est réalisée à la maille concession pour la prestation « *Raccordement dans les délais (hors urgent)* » ; elle est de 97,2%.

En 2021, les clients ont effectué 483 réclamations, chiffre stable par rapport à 2020, dont 207 (43%) pour des problématiques de comptage. Le thème associé, « retard ou absence de publication de relevés périodiques » représente la moitié des demandes (95 réclamations), elles tendent à diminuer puisque le déploiement du compteur communicant se termine. Le concessionnaire semble avoir solutionné en partie ses problèmes de chaîne communicante et de publication d'index auprès des fournisseurs.

Les taux de réponses dans les délais aux réclamations ont évolué à la baisse entre 2020 et 2021 :

- Réclamations en provenance des fournisseurs (réponse sous 15 jours) : 93,9% (-1,2 pts) ;
- Réclamations en provenance des clients (réponse sous 30 jours) : 93,3% (-2,7 pts).

Le retour à des taux de réponse satisfaisants comme observés au cours des trois derniers exercices peut constituer un objectif fort pour GRDF en 2022. La maîtrise totale de l'utilisation du nouvel outil de traitement des réclamations EPOD mis en service en 2021 et la fin du déploiement du compteur communicant devrait contribuer largement à l'amélioration de la situation.

D) La grille tarifaire

Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La CRE (Commission de régulation de l'Energie) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par GRDF pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau gaz. Le revenu autorisé couvre ainsi les charges d'exploitation, les charges d'investissements et la rémunération du concessionnaire.

Ainsi le tarif d'accès des tiers au réseau de distribution de gaz naturel (ATRD 6) est entré en vigueur au 1er juillet 2020. Ce tarif est ensuite révisé annuellement. Au 1er juillet 2021, il a augmenté de 0,70%. La part distribution représente en moyenne 26% de la facture type d'un client résidentiel.

L'évolution tarifaire tient compte :

- De la variation de l'indice des prix à la consommation prévisionnelle pour l'année 2021 (IPC) prévue par la loi de finances pour 2021 qui est de + 0,6 % ;
- Du facteur d'apurement du solde du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) de + 2 %, dû notamment à la forte baisse de la consommation de gaz en 2020, qui conduit à un rattrapage de revenu pour GRDF ;
- Du facteur d'évolution annuel de - 1,9 % prévu par le tarif ATRD6 sur la période 2020-2023.

III)Présentation et analyse du compte rendu financier

La présentation du compte de résultat de la concession résulte de la déclinaison des principes de calcul du tarif par la CRE. Il s'agit donc d'une image déduite du modèle national et non d'un compte de résultat basé sur des données comptables réelles. Le compte d'exploitation de la concession est donc reconstitué par le biais d'un système complexe de clés de répartition.

Ainsi les produits sont natifs car directement issus de l'activité du concessionnaire au périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Les recettes d'acheminement sont directement issues des recettes du concessionnaire (abonnement, consommation). Il convient néanmoins d'être vigilant car elles sont artificiellement augmentées par la perception du terme Rf (rémunération fournisseur), payé par les usagers à GRDF et redistribué a posteriori aux fournisseurs. Le terme Rf représente les contreparties financières versées par GRDF aux fournisseurs pour rémunérer la gestion clientèle effectuée par ces derniers pour le compte du distributeur ;
- Les recettes des prestations complémentaires sont issues des raccordements et autres travaux réalisés par le concessionnaire et perçus auprès des clients.

Exceptées les redevances et les impôts et taxes, l'ensemble des charges d'exploitation sont affectées à la concession par le biais de clé de répartition. Les clés de répartition utilisées et les assiettes de calcul ne sont pas transmises par GRDF aux autorités concédantes. Les charges de commissionnement représentent les contreparties financières versées par GRDF (Terme Rf) aux fournisseurs pour rémunérer la gestion clientèle effectuée par ces derniers pour son compte.

Les comptes de la concession exprimés dans les rapports ne permettent donc pas de porter une appréciation sur le niveau réel de la rentabilité de la concession.

En 2021, le montant total des recettes perçues est de 23,0 M€ dont 21,8 M€ pour les recettes liées à l'acheminement du gaz naturel (représentant 94,8% des recettes). Seuls les produits sont considérés comme natifs, toutes les charges, exceptés les impôts et taxes, sont issues de clé de répartition au niveau national, régional, infrarégional et local.

En 2021, le montant total des charges est de 24,8 M€ dont 12,9 M€ pour les charges de l'activité exploitation.

Concernant les charges de personnel, représentant 46% des charges totales, celles-ci sont sujet à des fluctuations d'une année sur l'autre. A noter que l'organisation régionale de GRDF peut être modifiée, impactant la plupart des agences à maille d'intervention régionale, ce qui peut modifier significativement les répartitions financières. Par ailleurs, la seule charge native des concessions locales sont les redevances de concession. Le montant annuel pour Montpellier Méditerranée Métropole est de 285 K€ pour 2021.

La redevance R1 est une redevance de fonctionnement, ayant pour objet de financer les dépenses annuelles de l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission de contrôle de l'exécution de la concession, conseils aux usagers, conciliation en cas de litige entre les consommateurs finals et le concessionnaire, etc. La redevance d'occupation du domaine public (RODP) est versée par le gestionnaire de réseau à la Métropole doté de la compétence voirie en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz. Toutes les autres charges sont déduites via l'application de clé de répartition sur les données nationales.

Les comptes ne constituent donc pas un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire ni d'analyse de la rentabilité de la concession. On évoquera toutefois l'affichage d'un résultat en déficit de 1,9 M€, par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie de la solidarité nationale à hauteur de 3,8 M€.

IV) Conclusion et perspectives

Le réseau de distribution public de gaz, présent sur 30 communes de la Métropole, est un outil relativement jeune et fiable excepté pour certains matériaux pour lesquels la durée de vie technique normative (acier post 1980 – 55 ans) est proche de l'ancienneté moyenne. Il serait d'ailleurs souhaitable que les durées de vie techniques normatives et leur évolution éventuelle soit transmises dans les comptes rendus annuels.

De plus, l'exigence en matière de sécurité vis-à-vis des personnes est un souci permanent de GRDF.

Néanmoins le suivi des indicateurs de surveillance et de maintenance des ouvrages concédés, pourrait être amélioré avec la transmission des taux de surveillance réglementaires des robinets, des postes de détente et des branchements collectifs, ainsi que les identifiants des ouvrages en retard de surveillance, tels que le prévoient la dernière mise à jour du Règlement de Sécurité de la Distribution du Gaz (RSDG) n°14. Le concessionnaire pourrait utilement compléter, pour les incidents sur les canalisations et les branchements, la liste des incidents transmise avec les éléments suivants : type de fuite tel que défini au RSDG n°14, matière de l'ouvrage en défaut et année de mise en service.

Un point de vigilance est la baisse probable des consommations de chauffage sur le territoire. Les dispositions de la RE2020 ne favorisent pas le placement du gaz dans les logements neufs des particuliers, et impose, à terme, un développement axé principalement vers les industriels et les immeubles collectifs. La perspective d'une augmentation durable des prix de l'énergie et la fin des tarifs réglementés ne semble pas être favorable au gaz naturel. Ces incertitudes pourraient entraîner une baisse de recettes qui viendrait dégrader le résultat d'exploitation de la concession. Toutefois, compte tenu de la méthode économique utilisée pour établir le compte d'exploitation, la Métropole n'a pas la possibilité de connaître le réel équilibre économique en lien avec son territoire.

La pérennité du réseau reste un enjeu majeur dans le contexte de transition énergétique autour de la mobilité décarbonée avec le développement du BioGNV (Gaz Naturel Véhicule). Le potentiel de biogaz injectable au niveau de la région Occitanie est important et les capacités de production pourraient quadruplées à fin 2025. Par ailleurs, les procédés du type pyrogazéification et power to gas, qui sont actuellement en développement, permettront de se rapprocher du scénario 100% gaz renouvelable.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la négociation du nouveau contrat de concession, qui permettra, en partenariat avec GRDF, d'intégrer dans sa transition énergétique un mix gazier renouvelable visant à atteindre la neutralité carbone en 2050.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du compte-rendu annuel des 24 concessions de distribution publique de gaz déléguée à GRDF au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20221206-209764-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.